

Traduction en français de l'article de Rachel Marsden
(*Chicago Tribune*, 19 octobre 2016)

Le travailleur indépendant paie une part disproportionnée des coûts de l'immigration en France

Par Rachel Marsden

PARIS - Alors que le conflit en Syrie fait rage, la migration des réfugiés en Europe continue. Le débat autour de la crise de l'immigration se concentre sur la sécurité. Mais il y a une autre question connexe recevant beaucoup moins d'attention : qui est en train de payer pour la vague de migrants ?

Personne ne semble vouloir parler de l'augmentation du coût de la migration de masse ici en Europe. Le nombre de demandeurs d'asile a doublé à 1,2 million l'an dernier, selon les chiffres d'Eurostat. L'an dernier, le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung* estime que la facture annuelle pour les contribuables allemands serait de 10 milliards d'euros, ce qui inclut l'argent pour la nourriture, les soins de santé, l'apprentissage des langues, et une allocation mensuelle.

Puisque la France se voudrait elle-même le pays des droits de l'homme, peut-être qu'il n'est juste pas cool pour les Français de se poser des questions sur qui paie les coûts pour l'accueil d'une partie importante de la population du Moyen-Orient. Mais c'est une question cruciale.

Dans l'ère de la mondialisation, où les sociétés multinationales peuvent déplacer leurs opérations et actifs dans le monde entier afin de réduire le fardeau fiscal et de maximiser les profits, et où de nombreux salariés ont les syndicats pour les protéger des impositions lourdes, qui reste-t-il à exploiter pour le Trésor du gouvernement ?

Laissé sans défense, c'est le travailleur indépendant. Le gouvernement français semble n'avoir aucun remords à traiter d'une manière disproportionnée les travailleurs indépendants pour financer un système de protection sociale qui est de plus en plus sous pression. Les entrepreneurs indépendants sont sans doute le segment le plus financièrement abusé de la population active française, avec un taux d'imposition de la sécurité sociale qui peut s'élever à 45 pour cent des bénéfices nets. C'est parmi les taux d'imposition les plus élevés pour les travailleurs indépendants dans le monde.

Aux États-Unis, les travailleurs indépendants paient un taux d'imposition d'environ 15 pour cent pour la sécurité sociale et Medicare. Les travailleurs indépendants au Royaume-Uni et au Canada paient un taux d'imposition de la sécurité sociale de moins de 10 pour cent.

Pendant ce temps, les remboursements pour les travailleurs indépendants français qui ont besoin de soins médicaux ambulatoires sont négligeables. Et essayez de vous retirer du régime de soins de santé national en faveur d'une assurance maladie privée. Vous auriez une meilleure chance d'échapper à un goulag nord-coréen.

La France est un pays de sociétés et d'employés, d'élites et de syndicats. Le mépris pour toute personne osant opérer en dehors de ce système est palpable, et cela se reflète dans leur traitement fiscal. La plupart des employés français salariés ne sont prélevés que de 13 pour cent pour les charges sociales - et pour ce prix, vous obtenez également des prestations de chômage et cinq semaines annuelles de congés payés. L'indépendant, avec des charges sociales qui sont dans certains cas plus de trois fois plus élevées, ne reçoit rien de tout cela.

Malgré le fait d'assumer une part disproportionnée du fardeau social, les 2,3 millions de travailleurs indépendants en France sont traités comme une menace par les politiciens de la droite et la gauche. Même l'ancien président français Nicolas Sarkozy, qui mène actuellement une campagne pour la primaire présidentielle contre d'autres adversaires de centre-droit du parti Republicain français, a raillé la marée montante de la main-d'œuvre indépendante.

« Parfois, j'entends des émissions avec des gens très sentencieux, qui disent que demain il n'y aura plus de salariat, plus de métiers classiques », a déclaré Nicolas Sarkozy dans un discours prononcé le mois dernier pour les salariés du Groupe Holder à Lille. « Il y a un monde nouveau, tant mieux pour le monde nouveau, mais le monde ancien, il ne veut pas mourir. »

Sarkozy a rajouté qu'il est en faveur de ce nouveau monde, *« mais avec une concurrence loyale, et non pas déloyale. »*

Plus tôt cette année, le ministre français des finances, Michel Sapin, a déploré la nécessité de la création d'emplois.

« Pour faire baisser le chômage, nous avons besoin de créer 100.000 emplois, a déclaré Sapin, nous y arrivons. »

Plutôt que de dénigrer les indépendants, de les taxer à mort avec des «charges sociales», et généralement parler d'eux comme s'ils étaient une menace pour votre système socialiste merveilleux, que diriez-vous de lever le pied et de les laisser vous aider à créer certains de ces 100.000 emplois ?

Parce que si la France ne peut pas créer de nouveaux emplois, certains de ces chômeurs vont tout simplement passer dans un pays qui offre une meilleure chance d'emploi. Et puis la France aura encore plus de difficulté à payer ses largesses sociales.

Rachel Marsden